



La résilience sociétale et la lutte contre la désinformation : l'engagement roumain dans le soutien à la candidature de la République de Moldavie à l'Union européenne

Delia Pop-Flanja

Faculté d'études européennes,
Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie

delia.flanja@ubbcluj.ro

<https://orcid.org/0000-0002-2449-6157>

Reçu le 30-09-2024 / Évalué le 20-10- 2024 / Accepté le 11-11-2024

Résumé

L'objectif de cette étude est d'identifier les mesures prises par la Roumanie pour combattre les stratégies de désinformation et pour consolider la résilience sociétale de la République de Moldavie, comme prérogatives essentielles pour l'adhésion à l'Union européenne. Du point de vue méthodologique, l'article s'appuie sur l'applicabilité des théories marquantes du domaine de la communication de crise et de l'inoculation aux fausses informations, notamment le Modèle Étendu des Processus Parallèles (EPPM) de Kim Witte et la théorie de l'inoculation de William J. McGuire. Aussi, l'étude est renforcée par une approche qualitative et descriptive, fondée sur l'analyse des rapports et documents officiels des institutions et organisations fiables comme la Commission Européenne, le Centre de Recherche sur les États Eurasiens en Transition (EAST), l'ONG WatchDog. MD, le Centre de journalisme indépendant (CJI), le groupe de réflexion Expert Forum, ou le Centre roumain pour les politiques européennes. La nouveauté réside dans le fait qu'il y a un manque d'informations centralisées sur le soutien apporté par la Roumanie à la lutte contre la désinformation et à la consolidation de la citoyenneté démocratique en Moldavie, que l'étude peut contribuer à combler.

Mots-clés : résilience sociétale, désinformation, inoculation, valeurs démocratiques

Reziliența societală și lupta împotriva dezinformării : implicarea României în sprijinirea aderării Republicii Moldova la UE

Rezumat

Scopul acestui studiu este de a identifica măsurile luate de România pentru combaterea strategiilor de dezinformare și pentru consolidarea rezilienței societale în Republica Moldova, ca prerogative esențiale în vederea aderării la Uniunea Europeană. Din punct de vedere metodologic, articolul se bazează pe aplicabilitatea principalelor teorii din domeniul comunicării de criză și al inoculării contra dezinformării, cu precădere Extended Parallel Process Model (EPPM) al lui Kim Witte și teoria inoculării introdusă de William J. McGuire. De asemenea, studiul este dublat de o abordare calitativă și descriptivă, bazată pe analiza rapoartelor și documentelor oficiale ale unor instituții și

organizații fiabile, precum Comisia Europeană, Centrul de Cercetare pentru Statele Eurasiatice în Tranziție (EAST), ONG-ul WatchDog. MD, Centrul pentru Jurnalism Independent (CJI), think tank-ul Expert Forum sau Centrul Român de Politici Europene. Noutatea constă în faptul că am identificat un deficit de informații centralizate cu privire la sprijinul României pentru lupta împotriva dezinformării și consolidarea cetățeniei democratice în Republica Moldova, pe care studiul îl poate reduce.

Cuvinte-cheie : rezistență societală, dezinformare, inoculare, valori democratice

Societal Resilience and the Fight against Disinformation : Romania's Involvement in Supporting the Republic of Moldova's Accession to the EU

Abstract

The aim of this study is to identify the measures taken by Romania to combat disinformation strategies and consolidate societal resilience in the Republic of Moldova, as essential prerogatives for accession to the European Union. From a methodological point of view, the article draws on the applicability of leading theories in the field of crisis communication and inoculation to disinformation, notably Kim Witte's Extended Parallel Process Model (EPPM) and William J. McGuire's theory of inoculation. The study is also strengthened by a qualitative and descriptive approach, based on the analysis of reports and official documents from reliable institutions and organisations such as the European Commission, the Eurasian States in Transition Research Centre (EAST), the NGO WatchDog. MD, the Centre for Independent Journalism (CJI), the Expert Forum think tank, or the Romanian Centre for European Policies. The novelty lies in the fact that there is a lack of centralised information on Romania's support for the fight against disinformation and the consolidation of democratic citizenship in Moldova, which the study can help to fill.

Keywords : societal resilience, disinformation, inoculation, democratic values

1. Contextualisation¹

Nous allons commencer la contextualisation de cette analyse par l'introduction de quelques questions de recherche. Comment la Roumanie peut-elle apporter son soutien, compte tenu du fait que la République de Moldavie a été déjà très exposée aux campagnes de désinformation ? Nous pouvons estimer que l'adhésion de la Roumanie à l'UE lui a permis d'adopter des bonnes pratiques en matière de gouvernance des médias, de

¹ Recherche soutenue par le projet Brâncuși Roumanie-France UEFISCDI, PN-IV-P8-8.3-PM-RO-FR-2024-0165 « La crise des institutions et l'avenir de la démocratie libérale : diagnostics et thérapies possibles à partir des exemples français et roumain », CRIDEM, Faculté d'études européennes, Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie.

cybersécurité et de lutte contre la désinformation, qui peuvent être partagées avec la Moldavie. En outre, le rôle et la responsabilité de la Roumanie en matière de soutien peuvent être considérés comme étant enracinés dans les liens culturels partagés, qui facilitent une communication et une collaboration efficaces, ainsi que dans la proximité géographique et les enjeux géopolitiques communs, qui lui permet de comprendre en profondeur l'environnement médiatique de la République de Moldavie et de soutenir la promotion des valeurs démocratiques.

Une autre question qu'on peut poser est quel est l'environnement moldave concernant la propagation des stratégies de désinformation et l'évaluation de l'Union européenne concernant ce sujet. Selon le rapport de 2024 de la Commission européenne sur la République de Moldavie, en ce qui concerne les menaces hybrides, « la Moldavie, conformément aux recommandations de l'enquête 2023 de l'UE sur les risques hybrides, met en œuvre une série de mesures visant à accroître la résilience et à améliorer sa capacité à contrer les menaces hybrides. Au printemps de 2024, le Centre de communication stratégique et de lutte contre la désinformation a commencé à fonctionner. En février 2024, la Moldavie a lancé l'Agence nationale pour la cybersécurité et l'Institut national pour la cybersécurité » (Commission européenne, 2024 : 89). Toutefois, l'espace en ligne n'est pas réglementé en Moldavie, les bases juridiques du blocage des sites web qui se livrent à des activités de désinformation dans les situations d'urgence doivent encore être définies et le Centre susmentionné n'est pas encore pleinement opérationnel (Commission européenne, 2024). Selon Ana Revenco, la directrice du centre dont la mise en œuvre a été approuvée par une décision parlementaire en juillet 2023, « La mission [...] comprendrait des efforts pour renforcer la coopération interinstitutionnelle afin de mieux communiquer avec le public sur les sujets qui sont à l'ordre du jour des institutions de l'État aujourd'hui, d'une part, et d'autre part pour renforcer les efforts interinstitutionnels pour lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les actions coordonnées qui sont destinées à mettre en danger ou qui ont déjà mis en danger [la nation]. » (Radio Moldova, 2023).

L'indice de résistance à la désinformation publié en 2021 par le Centre de recherche sur les États eurasiens en transition (The Eurasian States in

Transition Research Center - EAST) a révélé que L'Europe centrale et orientale est l'une des régions les plus exposées à la désinformation généralisée et que la République de Moldavie et le Belarus sont les plus faibles des dix anciens États soviétiques analysés en ce qui concerne leur capacité à résister aux menaces liées à l'information émanant de l'étranger. La République de Moldavie a été mieux classée pour la résilience sociétale et la résilience médiatique et numérique que pour la résilience juridique et institutionnelle, qui est un indicateur des principaux domaines prioritaires à améliorer (EAST, 2021). Aussi, le contexte est loin d'être favorable prenant en considération les défis auxquels de nombreux anciens États soviétiques sont confrontés, tels que l'intérêt de la Russie à déstabiliser la région et la polarisation du paysage médiatique (Nistor, 2023).

Un rapport de WatchDog. MD, organisation moldave centrée sur la consolidation de la résistance du public à la désinformation et sur la propagande anti-UE dans le contexte électoral de 2024, relève le manque d'intérêt et de connaissances du grand public sur l'UE ; des situations similaires ont été observées dans le cas d'autres pays candidats à l'UE (Herța, 2023 ; Herța, Corpădean, 2019). Nous considérons que cet aspect est une vulnérabilité qui peut être exploitée mais aussi un aspect généralement maîtrisable. Par exemple, l'un des faux récits identifiés dans le rapport est que l'UE allait rassembler les hommes ukrainiens de son territoire et les envoyer se battre en Ukraine, information évidemment erronée pour ceux qui ont une connaissance minimale de l'UE (Muravski *et al.*, 2023 : 7). Néanmoins, ce manque de compréhension des institutions européennes par les citoyens peut être amélioré et les mesures qui peuvent être prises pour informer sont plus faciles à mettre en œuvre que celles visant à lutter contre des initiatives de guerre hybride élaborées (Corpădean, Pantea, 2024 : 4-25).

De plus, selon l'Index sur l'état de la presse en République de Moldavie en 2023, publié par Le Centre de journalisme indépendant (Centrul pentru Jurnalism Independent - CJI), qui est la première organisation de médias en Moldavie, l'adéquation du cadre juridique régissant les médias, après plusieurs années de stagnation, a légèrement progressé. Néanmoins, les conditions économiques pour les médias sont encore difficiles et les sources de financement se sont révélées insuffisantes pour permettre à la presse de

s'adapter aux nouvelles tendances. Aussi, la situation concernant la sécurité du cyberspace est défavorable : « L'espace national d'information, même en 2023, a été facilement pénétré par un flux continu de récits étrangers orientés vers la déviation de la République de Moldavie du cours de l'intégration européenne. Une approche globale, systémique et cohérente des dangers posés par ces récits augmente les chances de les contrer. » (CJI, 2024 : 15-16). Petru Culeac, directeur exécutif de l'Institut de développement de la Moldavie, qui a également entrepris une évaluation de la désinformation et de l'ingérence étrangère dans les élections moldaves, a révélé qu'en dépit d'une meilleure coopération entre les institutions publiques, d'un niveau croissant de réglementation des médias classiques et de sanctions plus sévères, la désinformation a migré vers l'espace en ligne et qu'il existe de « divers réseaux secrets d'agents qui mènent des activités de renseignement et des activités subversives » (Culeac, 2024).

Dans ce contexte, des mesures importantes prises par la Moldavie mais qui sont encore insuffisantes, des vulnérabilités sociétales qui persistent et d'une compréhension assez faible des institutions européennes, une approche coordonnée entre la Roumanie et la Moldavie pourrait être bénéfique.

2. Fondements théoriques

Le Modèle Étendu des Processus Parallèles (Extended Parallel Process Model) de Kim Witte, spécialiste de la communication de crise, ajoute une couche supplémentaire à notre compréhension sur les réactions des gens aux risques. Le modèle EPPM est un modèle qui postule que les réactions des gens aux menaces et dangers dépendent de la sensibilité ou vulnérabilité perçue, de la gravité saisie, de l'efficacité des mesures de prévention proposées et de leur auto-efficacité ; les gens doivent croire qu'ils courent un risque, que ce risque est grave, qu'il existe des solutions efficaces et qu'ils sont capables de prendre ces mesures (Witte, 1992). Par conséquent, sensibiliser les citoyens aux dangers posés par les fausses informations auxquelles ils sont exposés, au fait qu'il y a des mesures qui peuvent être prises pour les remédier et qu'ils peuvent contribuer

activement à diminuer l'effet négatif de la diffusion de fausses nouvelles, sont des mesures importantes à prendre pour résoudre ce problème.

Ainsi, pour contrer ces discours, il est essentiel de responsabiliser les citoyens et les communautés. Cela implique de promouvoir l'éducation aux médias et de favoriser le sentiment d'autonomie. Lorsque les gens se sentent responsabilisés et capables, ils sont plus enclins à adopter des comportements proactifs qui renforcent la résilience de la société.

La théorie de l'inoculation a été introduite par le psychologue et chercheur en communication William J. McGuire, et peut être utilisée pour la compréhension des stratégies de communication employées dans les médias, dans le discours politique ou publicitaire. S'inspirant de l'analogie des inoculations médicales, McGuire a proposé d'exposer préventivement les gens à une dose affaiblie d'un argument persuasif manipulateur spécifique, pour leur conférer une résistance psychologique contre une exposition future à des attaques informationnelles, de la même manière qu'un vaccin confère une résistance contre une infection future (McGuire, 1970).

Pour que l'inoculation soit efficace, nous devons tenir compte du format du message, des caractéristiques du public et de la crédibilité de la source. Par exemple, le jeu d'inoculation « Bad News », développé par le Social Decision-Making Lab de l'Université de Cambridge et DROG, une plateforme néerlandaise de lutte contre la désinformation, offre aux joueurs un moyen interactif et engageant de comprendre les mécanismes qui sous-tendent les fausses nouvelles, ce qui peut les aider à devenir des consommateurs d'informations plus perspicaces, en développant une résistance psychologique contre la désinformation en ligne ; le jeu est disponible en 25 langues, parmi lesquelles le roumain et même l'esperanto, et le but est d'obtenir six badges : le discrédit, la conspiration, le *trolling*, la polarisation, l'usurpation d'identité et l'appel aux émotions, qui représentent quelques formes que la désinformation peut prendre.

Une étude de Cambridge Social Decision-Making Lab, publiée par le Centre d'excellence en communication stratégique de l'OTAN, sur une application moderne de la théorie de l'inoculation dans le contexte de la désinformation en ligne, indique que le démenti des informations erronées, bien qu'efficace dans certaines circonstances, n'est pas suffisant et qu'il

faudrait s'attacher davantage à développer une résistance psychologique aux tentatives de manipulation de manière préventive, afin de les rendre moins efficaces. En ce qui concerne les jeux d'inoculation, l'étude conclut qu'en raison de leur valeur divertissante et de l'effort cognitif requis pour les compléter, les gens sont plus enclins à consacrer du temps à l'apprentissage des techniques de manipulation. Les auteurs ont évalué le jeu *Bad News* et les résultats de l'évaluation ont montré que le jeu augmente la capacité des gens à reconnaître un contenu trompeur ainsi que leur confiance en cette capacité, ce qui peut contribuer à l'immunité collective (Roozenbeek, Linden, 2021). Alors, ces jeux éducatifs, qui permettent aux joueurs de s'entraîner à repérer les stratégies de persuasion en ligne, peuvent offrir un moyen engageant et interactif de développer des compétences critiques pour comprendre les mécanismes de la désinformation. Néanmoins, la désinformation doit être abordée de manière plus ciblée et institutionnalisée.

Lee McIntyre, chercheur et enseignant connu pour ses travaux sur la désinformation et la post-vérité, appelle aussi à une plus grande responsabilisation des hommes politiques et des journalistes et au maintien de l'intégrité du discours public. Il examine comment la « post-vérité » a conduit à l'érosion de la confiance dans les experts et les institutions, y compris les institutions scientifiques, et explique comment le rejet du consensus scientifique et la diffusion de fausses informations sur des questions telles que le changement climatique, la vaccination et l'évolution ont de profondes répercussions sur la société, la démocratie et les politiques publiques (McIntyre, 2018).

En éduquant les citoyens et en luttant contre les informations fausses, on peut contribuer au développement d'une société plus résiliente et mieux informée, capable de résister à la manipulation d'acteurs extérieurs. Comme l'indique le modèle de communication EPPM présenté ci-dessus, l'efficacité personnelle ou l'auto-efficacité, que nous pensons être étroitement liée à l'inoculation, est un élément important pour que les gens réagissent adéquatement aux risques et aux crises. En partant du principe qu'un obstacle important à la communication est le sentiment et la rhétorique d'impuissance des citoyens, en raison de la gravité de la menace, de la propagation rapide des nouvelles fausses, du développement

technologique qui empêche parfois de faire une distinction entre ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, ou pour d'autres raisons, nous considérons que les mesures prises dans le sens de l'autonomisation et la responsabilisation des citoyens, tout en renforçant leur adhésion aux valeurs démocratiques, peuvent être efficaces, bien que leur efficacité soit difficile à quantifier.

Cette responsabilisation et résilience sociétale est néanmoins un aspect qui doit encore être abordé sous la forme de réponses nationales en ce qui concerne la désinformation en ligne. Selon la publication de l'Observatoire européen de l'audiovisuel de 2022 sur la responsabilisation des utilisateurs face à la désinformation en ligne, « plus récemment, un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale ont adopté des amendements à leur loi sur l'audiovisuel concernant la désinformation et la propagande, en vue de contrer la propagande russe sur la guerre en Ukraine. Cependant, ces dispositions concernent principalement l'interdiction de la désinformation et de la propagande sur l'agression militaire, et ne se concentrent pas tellement sur l'autonomisation des utilisateurs - qui nécessite une approche à plus long terme » (Cabrera Blázquez *et al.*, 2022 : 24).

3. Coopération romaine-moldave contre la désinformation et pour le renforcement de la résilience sociétale

Pour mettre en évidence quelques exemples de projets de coopération transfrontalière entre les deux pays, il faut préciser qu'en novembre 2022, la Direction nationale de la cybersécurité (DNSC) de Roumanie et le Service des technologies de l'information et de la cybersécurité (STISC) de la République de Moldavie ont signé un accord de coopération, avec le but de faciliter l'échange d'informations sur les incidents ou événements de cybersécurité qui affectent les réseaux exploités par les deux parties, l'échange de bonnes pratiques, ainsi que l'échange d'informations dans le cadre des procédures d'enquête, conformément aux dispositions légales des deux pays (Gouvernement de Roumanie, 2024).

L'année 2022 a également apporté un autre document de coopération très important, à savoir l'accord du 11 février sur la mise en œuvre du programme d'assistance technique et financière sur la base d'une aide financière non remboursable de 100 millions d'euros accordée par la

Roumanie à la République de Moldavie. Parmi les objectifs déclarés figurent : « a) l'intensification de la coopération entre la Roumanie et la République de Moldavie et le développement du partenariat stratégique bilatéral ; b) le rattachement de la République de Moldavie à l'Union européenne par l'intermédiaire de la Roumanie ; c) la promotion du processus de réforme dans un esprit européen en République de Moldavie ; d) le soutien au processus d'intégration européenne de la République de Moldavie ; e) la stimulation du développement de la République de Moldavie et la réduction des disparités économiques et sociales dans la République de Moldavie ; f) l'accroissement de la résilience de la République de Moldavie face aux facteurs déstabilisants » (Ministère de la Justice de Roumanie, 2022).

De plus, en soulignant que la désinformation est une menace hybride qui touche les États démocratiques et crée de l'instabilité et de la fragmentation, la Roumanie, la République de Moldavie et l'Ukraine ont signé le 5 juillet 2024 un accord de coopération sur la lutte contre la désinformation, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères à Chişinău (Rotari, Radio Europa Liberă Moldova, 2024). Pareillement, les présidents Maia Sandu et Klaus Iohannis ont signé le 31 août 2024 une déclaration commune concernant la coopération bilatérale visant à renforcer la résilience de la République de Moldavie (Romaina-Insider.com, 2024).

L'Expert Forum (EFOR), un groupe roumain de réflexion, créé par des experts en politique publique et en réforme de l'administration, qui participe aussi à des groupes de travail pour la structuration de stratégies et de projets de législation par le gouvernement roumain, en collaboration avec WatchDog. MD, a pris plusieurs mesures pour contribuer à la protection des processus démocratiques en République de Moldavie, parmi lesquelles la publication du rapport « Le référendum constitutionnel républicain du 20 octobre 2024 : l'évolution des récits de désinformation », qui fournit une analyse de la façon dont la désinformation liée à des acteurs étrangers, en particulier les sources soutenues par le Kremlin, a influencé la perception du public avant le vote. Selon ce rapport, entre avril et août 2024, sur 18 canaux *Telegram* et une page *Facebook*, 1540 messages visant à discréditer l'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne

ont été identifiés, dont 305 visaient spécifiquement à discréditer le référendum constitutionnel. Suite à l'identification et au suivi des récits, le rapport met en évidence des récits faux comme :

- « Le référendum est un trucage de l'élection présidentielle / acte populiste et hypocrite. Les messages publiés suggèrent que le référendum n'est rien d'autre qu'une manœuvre politique populiste ;
- Le référendum de Maia Sandu ; un vote *pour* signifie un vote pour M. Sandu. Les messages affirment que voter en faveur du référendum équivaldrait à soutenir Maia Sandu, la présentant comme la principale bénéficiaire de ce processus ;
- Le référendum est organisé en violation des règles légales/démocratiques. Le récit promu met l'accent sur l'existence d'irrégularités dans l'organisation du référendum, affirmant que le processus n'est pas conforme aux règles légales et démocratiques ;
- L'organisation d'un référendum est dangereuse et inappropriée, inoculant l'idée que la Moldavie devrait se concentrer sur d'autres priorités au lieu d'imposer un changement constitutionnel qui pourrait déstabiliser le pays ;
- Le référendum n'a pas de pouvoir légal/de légitimité. Un autre fil narratif remet en question la valeur juridique du référendum, affirmant que ses résultats n'auront pas d'effet de légitimation et qu'ils ne servent qu'à manipuler l'opinion publique » (WatchDog. Md, Expert Forum et Calouste Gulbenkian Foundation, 2024 : 4).

Le Forum a publié un rapport similaire pour la Roumanie, intitulé L'architecture de la désinformation Roumaine - La relation avec le Kremlin (Expert Forum et Calouste Gulbenkian Foundation, 2024), qui met principalement l'accent sur l'évolution de la désinformation sur *Tik Tok*. Le fait que ces deux rapports soient présentés ensemble montre que les deux pays sont confrontés à des défis similaires dans ce domaine et renforce l'importance du soutien mutuel et de l'utilisation de l'expérience de la Roumanie dans la lutte contre les fausses nouvelles anti-européennes.

Le Centre roumain pour les politiques européennes (Centrul Român de Politici Europene), l'un des principaux groupes de réflexion roumains

spécialisés dans les affaires européennes, a également mené quelques activités notables à cet égard. Par exemple, en mars et avril 2023, CRPE a organisé à Chişinău deux ateliers pour les journalistes, la société civile et les communicateurs publics, dans le cadre du projet « Expliquer le statut de candidat de la Moldavie : une plateforme de suivi et de débat public pour l'aide à la préadhésion », réalisé avec le soutien du Fonds de la mer Noire pour la coopération régionale (CRPE, 2023). En outre, dans le cadre du projet « Renforcer la résilience face à la désinformation par l'éducation des jeunes aux médias et à la santé publique » mis en œuvre avec le soutien financier de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en République de Moldavie, le centre a aidé des jeunes de la République de Moldavie à lutter contre les « fausses nouvelles » et les a soutenus dans leur engagement au sein de la communauté (CRPE, 2021). Le projet EUTEAM (où les jeunes apprennent et expérimentent les valeurs européennes par le biais d'échanges virtuels et de la ludification), le programme de formation en ligne pour accroître la capacité de la société civile moldave à contrôler les administrations publiques locales, ou la plateforme de suivi et de débat de la République de Moldavie dans l'Union européenne pour soutenir le processus d'adhésion, sont d'autres exemples pertinents pour le travail du CRPE dans la République de Moldavie (CRPE).

Un autre projet qui est digne d'être mentionné comme un bon exemple pour les efforts communs dans la protection de la liberté d'expression et de l'éducation est InMedia (Inclusive Media Literacy Curricula for Youth) 2021-2023, mis en œuvre par l'ONG Centre de journalisme indépendant de Roumanie, en collaboration avec l'Association Turul Madár, la Fondation Artemisszió de Hongrie, le Centre de ressources civiques de Roumanie et l'Association de la presse indépendante de Moldavie (Center for Independent Journalism, 2023). Outre les plus de 500 jeunes vulnérables issus de milieux socio-économiques difficiles de Roumanie, de Hongrie et de République de Moldavie qui ont participé à des activités d'éducation aux médias pour les aider à faire face au chaos informationnel, le matériel d'éducation aux médias inclusif développé dans le cadre du projet est mis gratuitement à la disposition du grand public.

Un rôle important dans le renforcement des relations bilatérales est joué aussi par le Département des relations avec la République de Moldavie du

Gouvernement roumain, qui a pour objectif principal de faciliter des projets visant à fournir des subventions et du support financier aux citoyens moldaves. Les programmes éducatifs et les projets visant à renforcer les liens historiques et culturels, tout en soutenant des réformes structurelles alignées sur les standards européens, peuvent contribuer à soutenir le pays dans ses efforts vers l'adhésion à l'Union européenne, la stabilité et le développement dans la région (DRRM, 2024).

De plus, la Roumanie accueille quatre sur cinq étudiants moldaves qui étudient dans l'Union européenne (European Union in the Republic of Moldova, 2023). Les facilités accordées par le gouvernement roumain aux étudiants moldaves, telles que les bourses d'étude, les exemptions de frais d'inscription et de scolarité ou d'autres avantages, peuvent être considérées comme contribuant à la sensibilisation aux avantages d'étudier dans un pays membre de l'UE, à l'adhésion à l'UE et à la lutte contre la désinformation à cet égard. Cela peut conférer à la fois aux étudiants moldaves des compétences en matière de résilience et pensée critique, nécessaires à la création d'un réseau de professionnels alignés sur les valeurs démocratiques, favorisant ainsi une coopération régionale à long terme.

Bien que la série de projets et d'initiatives présentés ne soit pas exhaustive, nous considérons que les orientations abordées, ainsi que l'impact estimé sur la création d'une société plus résiliente, les rendent pertinents pour la présente étude, qu'ils sont illustratifs pour les questions théoriques abordées et qu'ils peuvent représenter des modèles de bonnes pratiques dans ce domaine.

4. Conclusions

L'impact de la propagande russe a été largement reconnu tant pour le référendum sur l'adhésion à l'UE que pour les élections présidentielles de 2024, mais les élections parlementaires du juillet 2025 joueront aussi un rôle essentiel dans la définition de l'avenir de la République de Moldavie. La Roumanie, qui est confrontée à des défis similaires, doit continuer de s'engager activement dans le soutien pour sa voie européenne. Comme le montrent les théories présentées ci-dessus, l'inoculation peut contribuer à limiter la propagation des fausses nouvelles et les récits d'impuissance

peuvent être traités en renforçant la conscience du risque, l'efficacité des mesures de prévention proposées et la valeur des actions individuelles de chaque citoyen.

Cependant, bien que les projets et initiatives présentés ci-dessus montrent que l'engagement de la Roumanie pour aider la Moldavie à lutter contre la désinformation et la guerre hybride est multiforme, impliquant un soutien pratique, diplomatique et technique, l'effort pour combattre ce phénomène global et renforcer les institutions démocratiques doit être commun ; même si la Roumanie peut représenter un modèle de bonne pratique à certains égards et offrir son soutien en raison de son expérience et de son appartenance à l'UE, les leçons qui peuvent être tirées de la République de Moldavie, un État qui est exposé à une guerre informationnelle intensive et dont les valeurs démocratiques sont constamment remises en question, peuvent indéniablement être bénéfiques pour la Roumanie ainsi que pour d'autres États européens.

En tant qu'orientation future de recherche, une analyse des mesures de lutte contre la désinformation et pour la résilience sociétale (notamment liée à la propagande russe) dans les cas d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE, y compris l'implication de la Roumanie, peut contribuer à une meilleure compréhension de ce phénomène complexe et de la manière appropriée de le gérer.

Bibliographie

Bad News Game. [En ligne] : <https://www.getbadnews.com/wp-content/uploads/2022/05/Bad-News-Game-info-sheet-for-educators-English-1-1-2.pdf> [consulté le 5 avril 2024].

Cabrera Blázquez, F. J., Cappello, M., Talavera Milla, J., Valais, S. 2022. *User empowerment against disinformation online*, European Audiovisual Observatory. [En ligne] : <https://rm.coe.int/iris-plus-2022en3-user-empowerment-against-disinformation/1680a963c4> [consulté le 3 avril 2024].

Center for Independent Journalism, 20 décembre 2023. «Inclusive Media Literacy Curricula for Youth ». [En ligne] : <https://cji.ro/inmedia-resurse-de-educatie-media-incluziva/> [consulté le 3 avril 2024].

Centrul pentru Jurnalism Independent, 2024, Indicele privind Situația Presei din Republica Moldova în anul 2023. [En ligne] : <https://cji.md/indicele-privind-situatia-presei-din-republica-moldova-in-anul-2023/#> [consulté le 5 avril 2024].

Centrul Român de Politici Europene – CRPE. [En ligne] : <https://www.crpe.ro/ro/desp-re-noi/> [consulté le 5 novembre 2024].

Centrul Român de Politici Europene – CRPE. 11 mai 2023. « Sesiuni de informare pentru jurnaliștii, societatea civilă și comunicatorii publici din Republica Moldova ». [En ligne] : <https://www.crpe.ro/ro/sesiuni-de-informare-pentru-jurnalistii-societatea-civila-si-comunicatorii-publici-din-republica-moldova/> [consulté le 3 septembre 2024].

Centrul Român de Politici Europene – CRPE. 20 decembre 2020. « Program formare online – Creșterea capacității societății civile din Republica Moldova pentru monitorizarea administrațiilor publice locale ». [En ligne] : <https://www.crpe.ro/ro/cresterea-capacitatii-societatii-civile-la-nivel-local-pentru-monitorizarea-administratiilor-publice-locale/> [consulté le 3 avril 2024].

Centrul Român de Politici Europene – CRPE. 7 juin 2024 « EUTEAM – Program dedicat tinerilor și schimburilor virtuale ». [En ligne] : <https://www.crpe.ro/ro/euteam-program-dedicat-tinerilor-si-schimburilor-virtuale/> [consulté le 5 novembre 2024].

Centrul Român de Politici Europene – CRPE. 8 décembre 2021. « Înscrieri workshop : Ce trebuie să (mai) cunoască tinerii din Republica Moldova despre știrile false ? Cum ne informăm corect pe timp de pandemie ». [En ligne] : <https://www.crpe.ro/ro/inscrieri-workshop-ce-trebuie-sa-mai-cunoasca-tinerii-din-republica-moldova-despre-stirile-false-cum-ne-informam-corect-pe-timp-de-pandemie/> [consulté le 3 avril 2024].

Commission Européenne. 2024. *Republic of Moldova 2024 Report*. [En ligne] : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/moldova-report-2024_en [consulté le 1 novembre 2024].

Corpădean, A., Pantea, A. 2024. « The virtue of diversity : Perceptions from the Republic of Moldova of young people involved in civil society regarding self-identification and the role of the international actors in the context of EU accession », *Online Journal Modelling the New Europe*, 45, p. 4- 25. [En ligne] : https://neweurope.centre.ubbcluj.ro/?page_id=2535 [consulté le 9 novembre 2024].

Culeac, P. 2024. *Moldova Policy Alert. Disinformation and Foreign Interference in Moldovan Elections*, European Platform for Democratic Elections – EPDE. [En ligne] : <https://epde.org/wp-content/uploads/2024/10/Moldova-Policy-Paper-2-Disinformation-and-Foreign-Interference-in-Moldovan-Elections-1.pdf> [consulté le 5 avril 2024].

European Union in the Republic of Moldova, page Facebook. 16 février 2023. [En ligne] : <https://www.facebook.com/EUDelegationMoldova/posts/pfbid02MPjqmZwP4gY1U3GZwDMhhSCdhYXaMCmoLd6FLgdxAAAdd8mMbZrXerLUtBp7A63hpl> [consulté le 3 avril 2024].

Expert Forum et Calouste Gulbenkian Foundation, 2024. [En ligne] : <https://expertforum.ro/wp-content/uploads/2024/11/Arhitectura-dezinformarii-formatat-1.pdf> [consulté le 5 novembre 2024].

Expert Forum. [En ligne] : <https://expertforum.ro/en/> [dernière consultation le 5 novembre 2024].

Gouvernement de la Roumanie, Direction générale pour la cybersécurité. 24 novembre 2024. « Comunicat de presă : Acord de cooperare între Directoratul Național de Securitate Cibernetică (DNSC) și Serviciul Tehnologia Informației și Securitate

Cibernetică (STISC) din Republica Moldova ». [En ligne] : <https://dnsc.ro/citeste/comunicat-acord-cooperare-dnsc-ro-stisc-moldova> [consulté le 5 novembre 2024].

Gouvernement de la Roumanie, Département des relations avec la République de Moldavie. [En ligne] : <https://drmm.gov.ro/w/> [dernière consultation le 5 novembre 2024].

Herța, L. 2023. « In the EU We Trust ! The Role of Civil Society in Policy Making and Europeanization in Montenegro », *Civil Szemle*, 77, 4/2023, p. 151-165.

Herța, L., Adrian Corpădean, A. 2019. The social construction of identity and belonging. Perceptions of EU in the Western Balkans. In : Anna Skolimowska (ed.), *Perceptions of the European Union's Identity in International Relations*, Londres : Routledge, p. 42-88.

McGuire, W. J. 1970. « Vaccine for brainwash », *Psychology Today*, 3 (9), p. 36-64.

McIntyre, L. 2018. *Post-Truth*. Cambridge, MA : MIT Press.

Ministère de la Justice de Roumanie. 2022. *Accord du 11 février 2022 entre le gouvernement de la Roumanie et le gouvernement de la République de Moldavie sur la mise en œuvre du programme d'assistance technique et financière sur la base d'une aide financière non remboursable d'un montant de 100 millions d'euros accordée par la Roumanie à la République de Moldavie*. [En ligne] : <https://legislatie.just.ro/Public/DetaliiDocumentAfis/254978> [consulté le 5 octobre 2024].

Muravschii, E., Pașa, V., Revenco, G., Pîrgari, R., Rusu, A., 2023. *Report : Mapping Anti-EU Narratives in Moldova*, WatchDog. MD. [En ligne] : <https://watchdog.md/wp-content/uploads/2023/11/Report-Mapping-anti-EU-narratives-in-Moldova.pdf> [consulté le 5 octobre 2024].

Nistor, R.M. 2023. Media Capture in the Western Balkans. A Meta-Analysis. In : Adrian Gabriel Corpădean, *A Model of Transference of the EU Integration Experience*, Saarbrücken : Lambert Academic Publishing GmbH & Co., p. 261-299.

Radio Moldova, 1 décembre 2023. «Ana Revenco anunță care va fi misiunea Centrului pentru Comunicare Strategică și Combatere a Dezinformării și când va deveni operational». [En ligne] : <https://radiomoldova.md/p/26160> [consulté le 25 octobre 2024].

România-Insider.com, 2 septembre 2024. « Romania reinforces commitment to help Moldova along its EU accession path ». [En ligne] : <https://www.romania-insider.com/romania-moldova-eu-parh-declaration-2024> [consulté le 3 septembre 2024].

Roozenbeek J., van der Linden, S. 2021. *Inoculation Theory and Misinformation*. Riga : NATO Strategic Communications Centre of Excellence. [En ligne] : <https://stratcomcoe.org/pdfs/?file=/publications/download/Inoculation-theory-and-Misinformation-FINAL-digital-ISBN-ebbe8.pdf?zoom=page-fit> [consulté le 3 septembre 2024].

Rotari, I., Radio Europa Liberă Moldova. 5 juillet 2024. « Republica Moldova, România și Ucraina fac front comun contra dezinformării rusești ». [En ligne] : <https://moldova.europalibera.org/a/republica-moldova-romania-si-ucraina-fac-front-comun-contra-dezinformarii-rusesti/33023538.html> [consulté le 3 septembre 2024].

The Eurasian States in Transition Research Center – EAST. 2021. *Disinformation Resilience Index in Central and Eastern Europe in 2021*. [En ligne] : <https://east-center.org/wp-content/uploads/2021/09/DRI-report-2021.pdf>, [consulté le 5 octobre 2024].

WatchDog. Md, Expert Forum et Calouste Gulbenkian Foundation. 2024. *Republican Referendum October 20, 2024. The Evolution of Disinformation Narratives*. [En ligne] : <https://expertforum.ro/en/files/2024/10/1729518802584.pdf> [consulté le 5 novembre 2024].

Witte K. 1992. « Putting the fear back into fear appeals : The extended parallel process model ». *Communication Monographs*, 59, p. 329-349.



© *Synergies Roumanie*, n° 19, Année 2024.

Revue du GERFLINT

<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427223778>

Bibliothèque nationale de France.

- Décembre 2024 -

Éléments sous droits d'auteur. Politique éditoriale consultable sur le site :

<https://gerflint.fr/>

<https://gerflint.fr/synergies-roumanie>

